



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

RENAULT : PRODUIRE POUR LES PROFITS OU POUR LES BESOINS SOCIAUX ?

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 16/04/2015

Le gouvernement a annoncé le 8 avril 2015 qu'il augmentait sa participation au capital de Renault, à 20 %, alors que l'État français a depuis 25 ans progressivement privatisé l'ancienne Régie Nationale des Usines Renault. Avant cette opération, 15 % du capital de Renault était encore public, suite aux ventes d'actions pratiquées par les gouvernements de droite et de « gauche ». Les deux représentants du gouvernement qui restent au conseil d'administration de Renault ont toujours accepté les dizaines de milliers de suppressions d'emploi décidées par Ghosn. Ceux nommés par Montebourg s'étaient autant aplatis que ceux nommés par les ministres de Sarkozy.

Macron et Ghosn à la manoeuvre

L'opération montée par le ministre de l'économie Macron vise à préserver une minorité de blocage pour l'Etat français au sein du conseil d'administration de Renault. En effet, une nouvelle loi de 2014 double le droit de vote des actionnaires les plus anciens, dans les entreprises qui accepteront ce dispositif. Cette loi, qui n'a rien de progressiste, favorise par exemple un capitaliste comme Bolloré ou ceux qui craignent des OPA hostiles. Chez Renault, cela doublerait les droits de vote de l'Etat, l'actionnaire le plus ancien de Renault. Mais Ghosn n'accepte pas cette disposition qui bride son autonomie.

L'opération de Macron vise donc à obtenir une majorité à l'assemblée générale des actionnaires d'avril contre l'avis de Ghosn.

Les politiques des gouvernements «pro-business» de droite ou socio-libéraux, ne s'identifient pas nécessairement aux choix de chacune des entreprises capitalistes, en concurrence les unes avec les autres. En avril 2010, l'hebdomadaire Challenges expliquait que Ghosn avait imaginé « une façon de récupérer les droits de vote que Nissan détient dans Renault, ce qui lui aurait permis d'organiser, ensuite, la fusion des 2 entreprises dans une nouvelle société. Dont il aurait installé le siège social aux ... Pays-Bas ! ». Et ce fut le gouvernement de Sarkozy qui bloqua la tentative. Aujourd'hui Ghosn continue à vouloir

s'affranchir de toute contrainte nationale. Le même conseil d'administration d'avril devrait aussi repousser les limites d'âge pour le PDG et intégrer une personnalité surtout connue pour son carnet d'adresses : Cherie Blair, l'épouse de l'ancien premier ministre anglais.

Le capitalisme : une course au profit, néfaste et absurde

Renault est déjà bien engagé dans la voie du capitalisme mondialisé. L'alliance Renault Nissan est en fait dirigée par une structure de droit néerlandais Renault-Nissan BV (RNBV) qui ne rend aucun compte public. Pour les dirigeants de l'industrie automobile, les Etats ne sont utiles que pour socialiser les pertes, à l'exemple des renflouements de General Motors, Chrysler ou PSA, et financer les infrastructures, routes ou



bornes pour voitures électriques. Le gouvernement français peut avoir des intérêts tactiques différents de chacun des deux concurrents dont il est devenu actionnaire, Renault et PSA. Dans le champ de batailles entre actionnaires, Macron utilise la cuisine de l'ingénierie financière pour monter son opération. Le milliard d'euros mobilisé, gagé auprès d'institutions financières, sera remboursé dans quelques mois. Tout cela montre que les pouvoirs dont disposent les autorités politiques sont exclusivement

mis au service de grandes manoeuvres financières, sans prise en compte des intérêts des salariés ni des besoins de la population.

Répondre à ces nécessités suppose de rompre avec la propriété privée capitaliste. Une société basée sur des entreprises publiques, avec des moyens de production organisés et contrôlés par les salariés eux-mêmes pourra, elle, satisfaire les besoins sociaux et relever les défis posés pour l'avenir de l'humanité.

LE BLOG DU SECTEUR AUTO DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



7,2 MILLIONS D'€ POUR UN MI-TEMPS: MERCI MACRON !

«Carlos Ghosn va devenir le recordman des patrons les mieux payés de France, avec des montants pharaoniques qui n'obéissent qu'à des critères flous» (P-H Leroy, Proxinvest). Grâce au nouveau dispositif Macron (les «actions de performance»), Ghosn pourrait toucher 7,2 millions d'€ pour 2014 (2,67 millions pour 2013). Sa part fixe reste à 1,23 million d'€, mais sa part variable progresse de 31 %, à 1,81 million d'€. Ghosn a reçu aussi pour son autre mi-temps chez Nissan 7,6 millions d'€ au titre de 2013. Total annuel Renault+Nissan : plus de 14 millions d'€ sans compter les jetons de présence dans d'autres sociétés ou les revenus tirés d'Autovaz ... ou des vignobles libanais. Tout cela doit figurer dans son BSI. Mais pour nous, c'est 0%, sous prétexte que « baisse des prix = gain de pouvoir d'achat ». Alors 300 € d'augmentation pour tou(te)s c'est un minimum !

SUICIDE AU PLESSIS: CLASSE ACCIDENT DU TRAVAIL !

Un de nos collègues du Plessis Robinson s'était suicidé le 8/09/2014 sur son lieu de travail. La direction de Renault avait prétendu que "cela n'avait sans doute rien à voir avec le travail" (bulletin NPA du 18/09/2014). Mais une nouvelle fois Renault est rattrapé par la vérité des faits. Ce suicide vient d'être classé en accident du travail par l'Assurance Maladie. Comme d'habitude, la direction a ergoté et déposé un recours auprès de la Sécurité sociale, qu'elle a perdu. La législation impose dans ce cas à l'employeur de prouver sa bonne foi. Et là, la soi-disant bonne foi de Renault n'a pas été reconnue.

G I E : GHOSN INSISTE ENCORE

Les pressions des chefs d'UET pour que des salariés des labos rejoignent un GIE (groupement d'intérêt économique) Renault-PSA deviennent insistantes. Un GIE Renault-PSA existe déjà à St-Cyr l'Ecole depuis 2003 (essais en soufflerie). Les activités d'analyse chimique y seraient regroupées. Ghosn gave les actionnaires par des « économies » sur les coûts (844 millions en 2014), les suppressions de postes et les salaires. Externaliser permet de faire trois coups d'un seul. Ne nous laissons pas entraîner dans cette galère !

LIBERTE POUR GAETAN ET LES AUTRES CONDAMNES

Valls et Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, ont choisi de faire de Toulouse le laboratoire de la politique de répression. Interdictions de réunions publiques, de manifestations et emprisonnements ont fait suite à l'assassinat de Rémi Fraisse par les gardes mobiles. Plus de 54 procès expéditifs ont abouti à des condamnations lourdes. Pour avoir participé à une manifestation interdite d'hommage à Rémi Fraisse, Gaëtan, militant jeune du NPA et adhérent à SUD, s'est vu infliger en appel 6 mois de prison dont 2 fermes, suite à un procès politique monté de toutes pièces. La Ligue des Droits de l'Homme proteste contre ces atteintes aux libertés fondamentales. La solidarité nationale et internationale doit être le début d'une riposte unitaire large, indispensable pour défendre les droits démocratiques. Car pour leurs politiques antisociales toujours plus violentes, gouvernement et patronat ont besoin d'écraser toute forme de résistance.

Signez la pétition sur le site du NPA : www.npa2009.org

LOI « SUR LE RENSEIGNEMENT » : DANGER !

Sous couvert de « lutte contre le terrorisme », le gouvernement passe en procédure d'urgence, pour une adoption ce 16 avril, une loi qui facilite les opérations de flicage par les services secrets et les officines privées de barbouzes. Ce projet, dans les cartons bien avant les attentats, est une vraie escroquerie : le « renseignement » est au service de l'Etat et n'a jamais eu pour but de protéger les individus. Au contraire, cette loi accentue les intrusions dans nos vies privées. Les mesures d'exception serviront aussi et surtout à réprimer les militant(e)s du mouvement social. Laisser faire, c'est accepter le quadrillage de la population, par une surveillance de masse et une répression accrue. Tous pistés, tous fichés : il faut faire barrage à ce projet totalitaire !

NON, LE DROIT A MANIFESTER, LA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN NE SONT PAS DES DELITS !

Alain Pojolat, co-fondateur du NPA, était poursuivi pour avoir déposé, au nom de plusieurs organisations, une demande de manifestation contre les bombardements israéliens à Gaza en juillet dernier. Une manifestation massive avait eu lieu, malgré l'interdiction du gouvernement. Après une large campagne de mobilisation, il vient d'être définitivement relaxé. Preuve que les droits fondamentaux n'existent que si on les défend !



METTONS FIN AU CDI DU PS ET DU MEDEF

Après des mois de marasme social, la journée de grève et de manifestations interprofessionnelle du 9 avril a bien mobilisé. On le sait, une seule journée n'est pas suffisante pour arrêter l'offensive antisociale. Le gouvernement PS-MEDEF a sa «feuille de route» pour imposer l'austérité, la régression sociale et la répression. Pour renforcer la confiance dans nos propres forces, nous avons aussi besoin d'une «feuille de route» : un plan d'action pour faire reculer Hollande, Valls et Gattaz. En s'appuyant sur les secteurs en lutte, nombreux mais éparpillés. Il s'agit de discuter partout, dès maintenant, de la préparation d'une initiative nationale après le 1^{er} mai qui s'inscrive dans un véritable plan de bataille contre le gouvernement et le MEDEF. Il n'y a pas d'autres choix !

SOUTIEN AUX GEFCO EN GREVE PSA RESPONSABLE !

Le transporteur Gefco restructure : 480 licenciements (15 chauffeurs sur 15 à Sevelnord et Valenciennes). Les salariés, en grève depuis hier, ne laissent passer qu'un camion toutes les 30mn. Grosses perturbations de la production à Sevelnord

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

16 avril 2015